APC: La scène canadienne

Trente-quatrième conférence régionale canadienne

La 34e conférence de la section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth s'est déroulée à Halifax, en Nouvelle-Écosse, du 23 au 28 juillet 1995.

Cette conférence a réuni environ 100 délégués et observateurs du Sénat, de la Chambre des communes, ainsi que de toutes les provinces et de tous les territoires, à l'exception de l'Ontario, où des élections provinciales avaient lieu en juin. Au nombre des délégués, on retrouvait des invités spéciaux de la Chambre des communes de Grande-Bretagne et des assemblées législatives des Bahamas, de Saint-Vincent et de l'île de Man. Le secrétaire-général de l'Association parlementaire du Commonwealth, **Arthur Donahoe,** était également présent.

L'allocution d'ouverture a été prononcée par le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, l'honorable **John James Kinley.** Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, l'honorable **John Savage**, et le président de la l'Assemblée législative, l'honorable **Paul MacEwan,** ont souhaité la bienvenue aux délégués en Nouvelle-Écosse.

La première séance, présidée par **Bruce Holland**, de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, portait sur l'avenir de l'APC et du Commonwealth. Le secrétaire-général a informé les délégués de faits nouveaux concernant le Commonwealth et les relations entre le Secrétariat de l'APC et le Secrétariat du Commonwealth. Le président du comité exécutif de l'APC, le député **Colin Shepard**, a parlé du rôle de l'APC et a souligné les avantages de faire partie d'une organisation qui donne à ses membres une fenêtre sur autant de pays. Le président de la section fédérale de l'APC, **Bob Speller**, a également pris la parole et a souligné les nombreuses activités offertes aux législateurs canadiens.

La deuxième séance, qui était présidée par **Ross Young**, de l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard, s'est déroulée sous le thème «Le harcèlement sexuel: procédures et jugement dans les cas d'allégations de harcèlement». Les conférenciers ont été **Dale Lovick**, de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, et **Mary Clancy**, députée. Les deux conférenciers ont soutenu qu'il ne s'agissait pas tant d'une question de sexe que de pouvoir et que les femmes sont susceptibles d'être victimes de harcèlement sexuel parce qu'elles n'occupent habituellement pas des postes de pouvoir au gouvernement, dans les entreprises ou dans les syndicats. La question a donné lieu à une discussion animée, et certains participants ont souligné qu'il était difficile de mettre en place un processus juste et des normes objectives et justes. D'autres ont parlé des représailles dont sont victimes les femmes qui dénoncent le harcèlement sexuel.

La troisième séance, qui était présidée par le conférencier **Emery Barnes**, de la Colombie-Britannique, avait pour thème : «Les règles du débat : démocratie ou dictature». Deux des personnes qui ont fait des exposés venaient de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. Il s'agit du président de l'Assemblée législative, **Paul McEwan**, et de **Robert Chisholm. Nick Hawkins,** député de la Chambre des communes de la Colombie-Britannique, a également pris la parole. La discussion a surtout porté sur les faits nouveaux à ce sujet, y compris les modifications apportées aux règles en vigueur à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse. Différents points de vue ont été exprimés sur la mesure dans laquelle un gouvernement devrait vérifier si son programme est adopté par l'assemblée législative. D'autres personnes ont parlé de l'expérience qu'elles ont vécue dans leur territoire en ce qui concerne des questions telles que les pouvoirs et le rôle du président, le rôle de la discipline de parti, l'influence des médias sur les politiques législatives, etc.

La quatrième séance était présidée par **Richard Nerysoo**, des Territoires du Nord-Ouest, et portait sur la réforme des soins de santé. **Eric Cline**, de l'Assemblée législative de la Saskatchewan, et **Stan Schumacher**, président de l'Assemblée législative de l'Alberta, ont pris la parole. On s'est dit généralement en faveur d'un système

de santé publique, en précisant toutefois qu'il fallait le rationaliser et le réformer, au besoin. Des points de vue différents ont été exprimés quant à l'orientation que devrait prendre la réforme et la mesure dans laquelle le secteur privé devait participer à l'industrie des soins de santé. Plusieurs personnes ont également parlé de la prestation de services à l'extérieur des hôpitaux.

la cinquième séance, qui était présidée par **David Payne**, de l'Assemblée nationale du Québec, s'est déroulée sous le thème «Le gouvernement des années 90 : la privatisation et les partenariats entre les secteurs public et privé». **Larry Kennedy**, de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, **Denis Rocan**, du Manitoba, et **David Marshall**, député du Royaume-Uni, ont présenté des exposés. M. Kennedy a dit qu'une certaine réduction des effectifs et une certaine privatisation étaient inévitables, mais qu'il était important de se rappeler que le Canada n'était pas les États-Unis ni la Nouvelle-Zélande et que l'approche à adopter face à ces questions devait nécessairement être différente de celle adoptée dans d'autres pays. M. Marshall a dit que la privatisation avait principalement pour effet d'élargir l'écart entre les riches et les pauvres. M. Rocan a donné des exemples de la façon dont le gouvernement du Manitoba travaille avec le secteur privé.

La sixième séance, qui était présidée par **Trevor Harding**, de l'Assemblée législative du Yukon, a porté sur l'avenir des pêches et l'évolution du droit de la mer. **Walter Carter**, de l'Assemblée législative de Terre-Neuve, et **Roger Soloman**, de l'Assemblée législative de l'Île-du-Prince-Édouard, ont pris la parole. M. Carter a expliqué comment la disparition de la pêche à la morue a nui à l'économie de Terre-Neuve. Il a réclamé une plus grande participation locale aux décisions futures concernant les pêches. M. Solomon a parlé de la dimension internationale du problème dans l'Atlantique, tandis que plusieurs autres délégués ont fait état de problèmes concernant la pêche au saumon sur la côte ouest.

L'hon. Louise Dacquay

En-dehors des séances de travail, les délégués ont pu profiter de l'hospitalité de la Nouvelle-Écosse à l'occasion, entre autres, d'une réception organisée par le lieutenant-gouverneur et le président de l'Assemblée législative. Ils ont également eu droit à une croisière ainsi qu'à un souper traditionnel au homard, à Hubbards. Un certain nombre d'activités étaient également organisées à l'intention des délégués, à leurs propres frais, dont une croisière sur le Bluenose, une visite de Peggy's Cove, ainsi qu'une excursion de pêche en eau salée.

Réunion du Conseil régional

Le Conseil régional canadien a tenu deux réunions à Halifax, conjointement avec la Conférence régionale, qui ont marqué la fin du mandat des présidents **Herman Rolfes** de la Saskatchewan et **Denis Rocan** du Manitoba. Le président de la séance, le président **Paul MacEwan** de la Nouvelle-Écosse, a souhaité la bienvenue à la nouvelle membre, **Louise Dacquay**, présidente de l'Assemblée législative du Manitoba. M^me^ Dacquay a confirmé que le Manitoba accueillera la Conférence régionale de 1996.

> ***Le colloque régional se tiendra à Toronto, du 24 au 26 novembre 1995.***

La prochaine réunion du Conseil coïncidera avec la réunion des présidents de séance à Whitehorse, au Yukon, en janvier 1996. **Stan Schumacher** a été élu délégué régional au sein de l'APC International, un poste qu'il occupera après la réunion de l'APC au Sri Lanka cet automne.

L'hon. Allan McLean

Nouveau membres du Conseil régional canadien

Suite aux élections récentes au Manitob et en Ontario, il y a un nouveau président dans chacune des législatures.

Le nouveau président au Manitoba est **Louise Dacquay**. Elle occupait le poste de vice-président et président des Comités pléniers depuis 1990, début de sa carrière politique. Auparavant, Madame Dacquay fut conseillère pour la ville de Winnipeg de 1986 à 1989.

Le nouveau président en Ontario est **Allan K. McLean**. Monsieur McLean est un éleveur laitier du canton d'Oro et a fait de la politique municipale pendant 17 ans, de 1963 à 1980. Il fut vice-président puis président du conseil municipal du canton d'Oro et conseiller du comté de Simcoe. Il fut élu député en 1980 et réélu en 1985, 1987, 1990 et 1995. Il a occupé les postes de whip adjoint et de whip en chef du gouvernement et de ministre sans portefeuille responsable du ministère des Affaires municipales et du Logement. Il fut également membre du Comité permanent sur le gouvernement général, président du Comité permanent sur les agences gouvernementales et le gouvernement général, critique pour le tourisme et les loisirs, critique adjoint pour l'agriculture et l'alimentation, critique pour les ressources naturelles et les mines ainsi que pour les affaires municipales. Il fut élu président de l'Assemblée au scrutin secret le 26 septembre 1995.

Nouvelle commissaire du Yukon

Judy Gingell est née au Yukon le 26 novembre 1946. Elle est mariée à Don Gingell et le couple a deux enfants, Rick et Tina.

En 1969, M^{me} Gingell est devenue gestionnaire de la Première nation Kwanlin Dun. Elle a ensuite accepté un poste au service des finances du Conseil des Indiens du Yukon, dont elle a aussi été directrice-fondatrice. Elle était la seule femme à faire partie du conseil exécutif, en qualité de secrétaire-trésorière.

En 1973, M^{me} Gingell est venue à Ottawa en compagnie d'un groupe de leaders qui comprenait Elijah Smith, président du Conseil des Indiens du Yukon (alors la Yukon Native Brotherhood), pour remettre au premier ministre de l'époque, **Pierre Elliot Trudeau**, un document intitulé «Together Today for Our Children Tomorrow». Ce document historique contenait une liste de griefs formulés par toutes les premières nations du Yukon, et il a marqué le début des négociations au Yukon portant sur les revendications territoriales.

L'hon. Judy Gingell

Durant les années 1970 et 1980, M^{me} Gingell a fait partie du conseil exécutif de l'Association des femmes indiennes du Yukon puis est devenue directrice-fondatrice du service Northern Native Broadcasting au Yukon. Elle a été présidente de la Yukon Indian Development Corporation de 1980 jusqu'à ce qu'elle remporte une élection partielle en 1989 à la présidence du Conseil des Indiens du Yukon, poste qu'elle a occupé jusqu'en mai 1995.

Sous le leadership de M^{me} Gingell, l'Entente-cadre finale avec les Indiens du Yukon et quatre accords de revendications territoriales et d'autonomie politique ont été déposés en 1993 et sont devenus lois le 14 février 1995.

Judy Gingell a été nommée commissaire du Yukon le 12 juin 1995.